



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ENVIRONNEMENT BÂTI SYMPOSIUM 2022

*M. Washington Zhakata
Directeur - Département de la gestion du changement
climatique
Ministère de l'environnement, du climat, du tourisme
et de l'hôtellerie*

STRUCTURE DE PRÉSENTATION

- Vulnérabilités actuelles
- Scénarios futurs
- Réponses au changement climatique
 - Politiques internationales/nationales
 - Stratégies de développement à faible taux d'émission et contributions déterminées au niveau national
- Options d'atténuation
- Planification nationale de l'adaptation

VULNÉRABILITÉS ACTUELLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (RÉGION AFRIQUE)

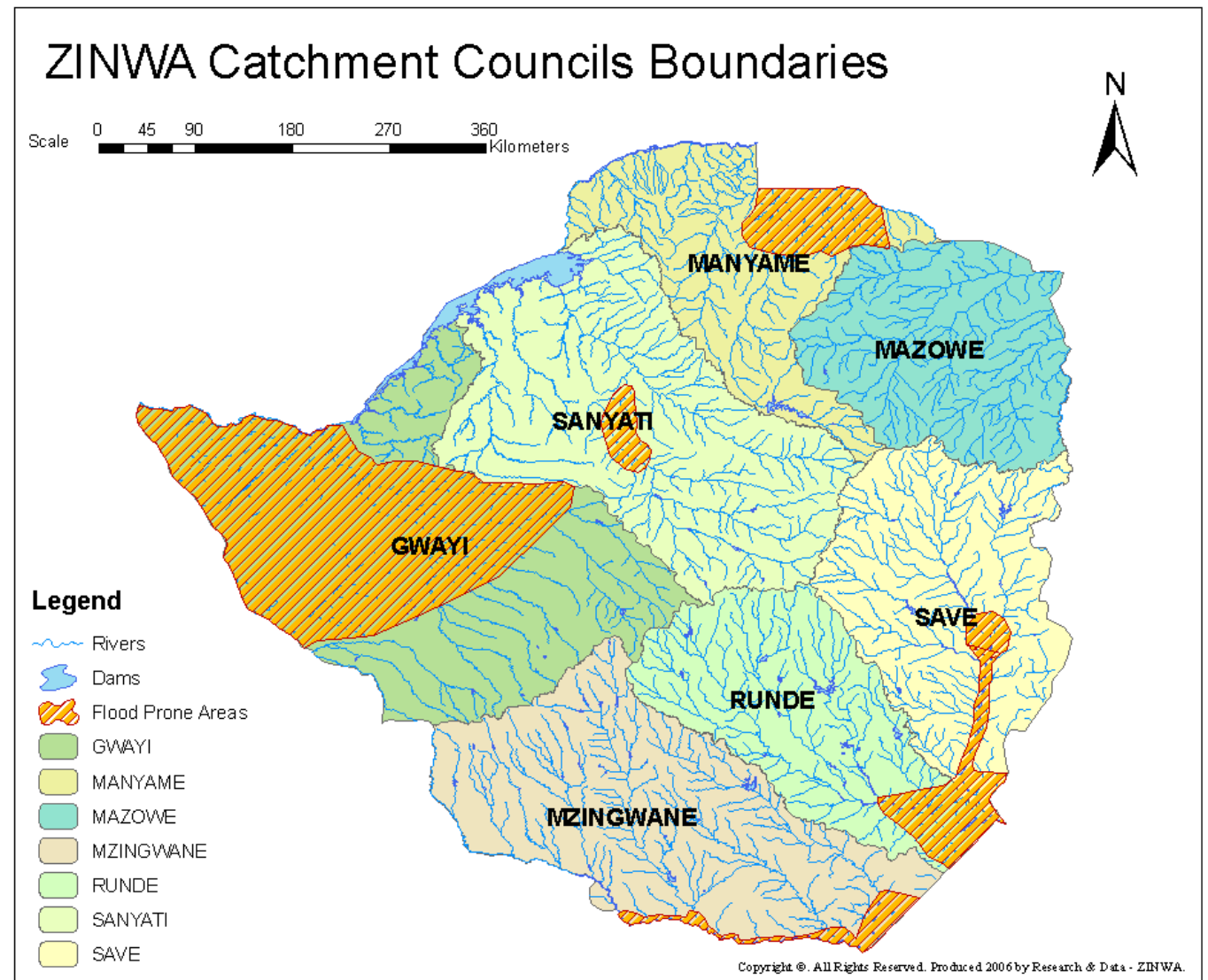
- Le niveau de risque posé par le changement climatique en Afrique dépend à la fois du niveau de réchauffement et de l'évolution des modèles de population, de consommation, de production, de développement technologique et de gestion des terres.
- L'Afrique est très vulnérable au changement climatique, principalement en raison de sa forte dépendance économique vis-à-vis des activités et produits liés au climat et de sa faible capacité d'adaptation.
- Les secteurs de l'eau, de l'agriculture et de la santé, ainsi que des écosystèmes entiers, sont sensibles au changement climatique, notamment aux modifications de l'ampleur et de la fréquence des événements extrêmes.
- L'élévation du niveau moyen de la mer menacera les villes côtières africaines.
- Le secteur agricole est sensible à la hausse des températures de surface et à la variation des précipitations, et ces changements affecteront la réalisation de la sécurité alimentaire sur le continent.
- Les maladies sensibles au climat (dont le paludisme, la méningite et le choléra) devraient s'étendre à des zones où elles ne sont pas courantes actuellement. Par exemple, le paludisme devrait s'étendre aux régions montagneuses, où l'augmentation des températures facilitera la reproduction des moustiques.

VULNERABILITES ACTUELLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU ZIMBABWE

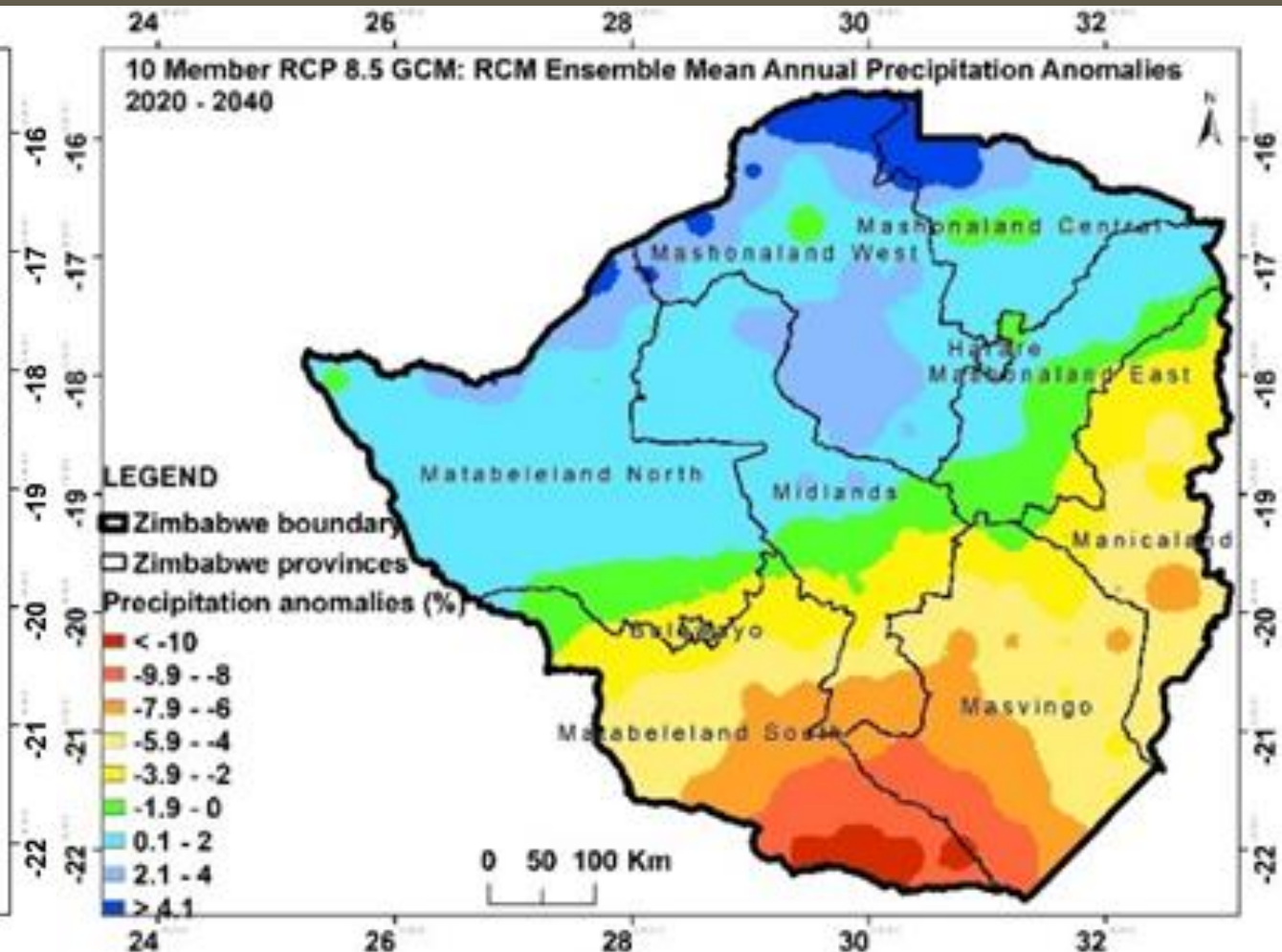
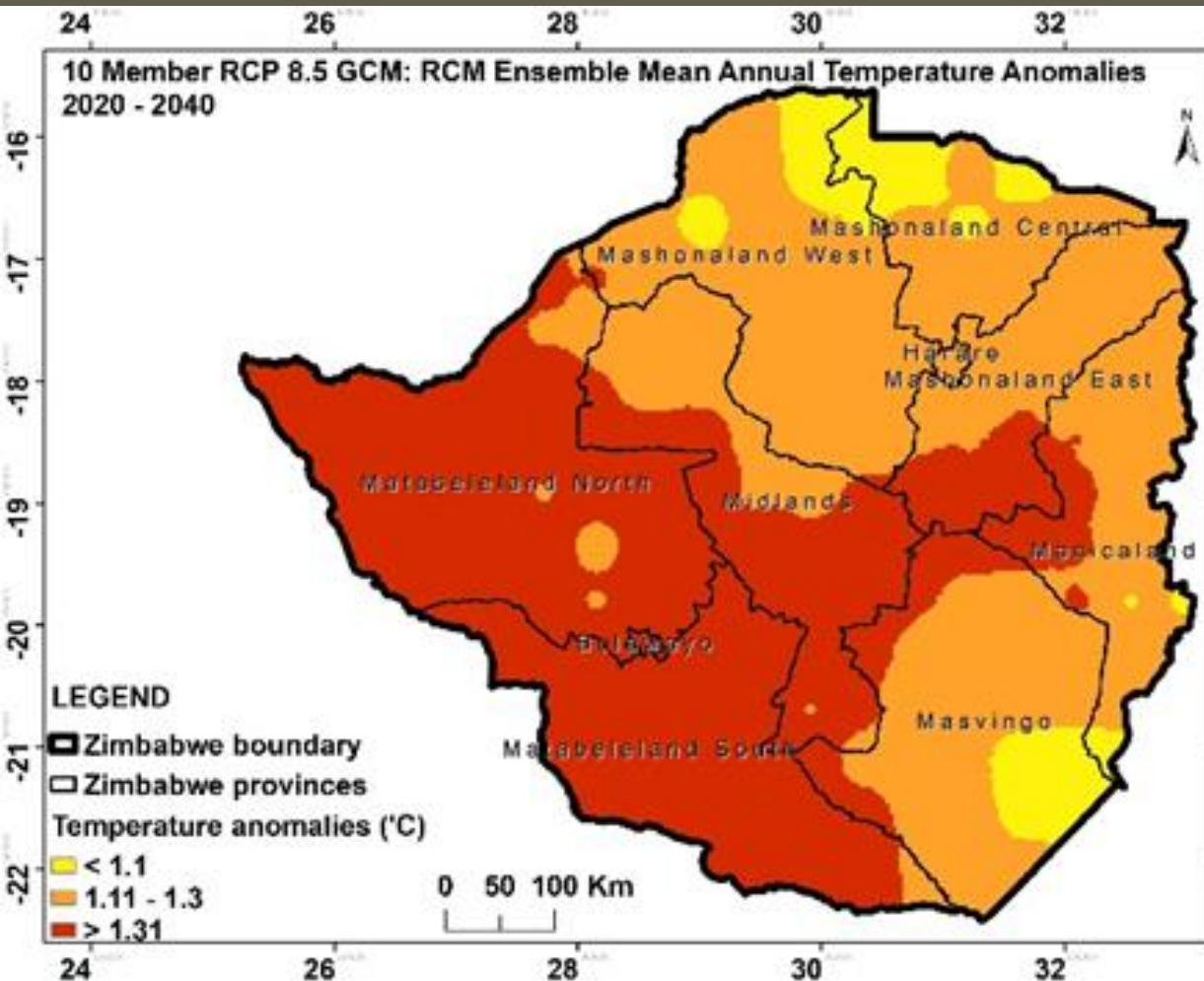
- Augmentation générale des températures moyennes annuelles
- Les précipitations ont diminué de ~8%.
- Pluies plus intenses - ruissellement important, érosion, envasement et inondations - destruction des infrastructures.
- Augmentation de la durée et de la fréquence des périodes sèches de mi-saison.
- Changement périodique du début des pluies
- Les événements extrêmes deviennent plus intenses et plus longs - émergence de glissements de terrain et de coulées de boue



CARTOGRAPHIE DES RISQUES D'INONDATION AU ZIMBABABWE



SCÉNARIOS CLIMATIQUES FUTURS AU ZIMBABWE



RÉPONSE INTERNATIONALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- En 1992, le Zimbabwe a adhéré à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dont l'objectif est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation humaine dangereuse du système climatique mondial.
- Le Zimbabwe est également partie à l'accord de Paris de 2015, qui poursuit les objectifs suivants :
 - Maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, en reconnaissant que cela réduirait considérablement les risques et les impacts du changement climatique ;
 - Accroître la capacité d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique et favoriser la résilience climatique et le développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire ; et pour que le monde ait un objectif mondial en matière d'adaptation ;
 - Rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et un développement résilient au changement climatique.

CADRES POLITIQUES DU ZIMBABWE EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE



**The Republic of Zimbabwe
Ministry of Environment, Water and Climate**

National Climate Policy

November 2017

- Politique climatique nationale
- Stratégie nationale de réponse au changement climatique
- Stratégie de développement à faibles émissions (LEDS)
- Stratégie nationale d'apprentissage sur le changement climatique
- Plan d'action sur le changement climatique et le genre
- Programme national du Fonds vert pour le climat (FVC)
- Plan national d'adaptation (PNA)

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIÈRE DE CLIMAT

La politique vise à orienter la gestion du changement climatique dans le pays, à renforcer la capacité d'adaptation nationale, à intensifier les mesures d'atténuation, à faciliter l'adaptation des politiques mondiales liées au climat et à garantir la conformité aux mécanismes mondiaux.

Objectifs de la politique :

- Réduire la vulnérabilité à la variabilité du climat et aux catastrophes liées au climat en renforçant la capacité d'adaptation.
- Accélérer les mesures d'atténuation en adoptant et en développant des voies de développement à faible intensité de carbone.
- Renforcer l'éducation et la sensibilisation à la variabilité et au changement climatiques.
- Promouvoir le transfert de technologies, le renforcement des capacités et le partage d'informations.
- Rechercher des solutions pour l'allocation, la mobilisation et la gestion des ressources financières.
- Favoriser la collaboration entre les institutions nationales et internationales sur les questions liées au climat.
- Renforcer les structures de gouvernance de la politique climatique afin d'accroître la résilience du Zimbabwe au changement et à la variabilité climatiques.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT À FAIBLE TAUX D'ÉMISSION DU ZIMBABWE (LEDS) 2020- 2050

- L'accord de Paris exige que les pays communiquent à la CCNUCC leurs stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre au milieu du siècle (LEDS).
- Ces LEDS sont équivalentes aux stratégies de croissance verte avec un horizon temporel plus long (2020-2050).
- En 2020, le Zimbabwe a élaboré sa stratégie de développement à faible taux d'émission (LEDS) afin de favoriser la planification à long terme au-delà des cycles à court terme des NDC, car les résultats significatifs des actions d'atténuation sont visibles à long terme.
- Le LEDS couvre les 4 secteurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) :
 - Énergie
 - Processus industriels et utilisation des produits (IPPU)
 - Agriculture, sylviculture et autres utilisations des terres (AFOLU), et
 - Déchets
- Cet objectif est atteint par la mise en œuvre de 38 options d'atténuation prioritaires susceptibles de réduire les émissions de GES par rapport au scénario du statu quo (BAU).
- Fournit une stratégie de financement pour les options d'atténuation.
- Propose l'établissement d'un cadre de mesure, de rapport et de vérification (MRV) pour le rapportage à la CCNUCC.

OPTIONS D'ATTÉNUATION POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE DANS LES LEDS

Secteur de l'énergie

- Les émissions liées à la production d'électricité et de chaleur proviennent principalement de la combustion du charbon, du gaz naturel et du pétrole, qui constituent la principale source d'émissions de GES.
- Les options d'atténuation pour ce secteur comprennent :
 - ✓ Utilisation de la chaleur et de l'électricité renouvelables - **solaire**, biogaz, vent, biocarburants, hydroélectricité.
 - ✓ Amélioration de l'efficacité de l'approvisionnement et de la distribution de l'énergie
 - ✓ **Efficacité énergétique - éclairage, équipement**
 - ✓ Production combinée de chaleur et d'électricité



OPTIONS D'ATTÉNUATION POUR LE SECTEUR DU BÂTIMENT DANS LES LEDS

Secteur du bâtiment

Les émissions de GES de ce secteur proviennent de la production d'énergie sur place et de la combustion de combustibles pour le chauffage des bâtiments ou la cuisson dans les maisons.

Les options d'atténuation dans ce secteur comprennent :

- ✓ Éclairage efficace et lumière naturelle
- ✓ Des appareils électriques, des dispositifs de chauffage et de refroidissement plus efficaces
- ✓ Amélioration de l'isolation des bâtiments et des appareils
- ✓ Conception intégrée des bâtiments incluant des technologies telles que l'intelligence des compteurs qui fournissent un retour d'information et un contrôle
- ✓ Systèmes solaires photovoltaïques intégrés aux bâtiments
- ✓ Détecteurs de mouvement et équipements d'arrêt automatique



OPTIONS D'ATTÉNUATION POUR LE SECTEUR DES DECHETS DANS LES LEDS

Déchets

- Les déchets génèrent des émissions de méthane à partir de flux liquides et solides provenant de processus domestiques et industriels.
- Les options d'atténuation dans ce secteur comprennent :
 - ✓ Récupération du méthane des décharges
 - ✓ Incinération des déchets avec récupération d'énergie
 - ✓ **Composition des déchets organiques**
 - ✓ Traitement contrôlé des eaux usées
 - ✓ **Recyclage et réduction des déchets**
 - ✓ Des bio-couvertures et des bio-filtres pour optimiser l'oxydation du méthane
 - ✓ Construction de digesteurs de biogaz



AVANTAGES DE L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT À FAIBLE TAUX D'ÉMISSION.

I. Avantages pour l'environnement

- Conservation de la biodiversité et des écosystèmes
- Amélioration de la qualité de l'eau et de l'air
- Restauration des terres dégradées

2. Les avantages économiques

- Création d'emplois
- Sécurité énergétique
- Nouvelles opportunités économiques
- Économies potentielles de coûts

3. Les prestations sociales

- Accès à de meilleurs services
- Avantages pour la santé
- Avantages du mode de vie

LA RÉVISION DE LA CONTRIBUTION NATIONALE DÉTERMINÉE DU ZIMBABWE (NDC)



- La NDC révisée du Zimbabwe fixe un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays de 40 % par habitant dans l'ensemble de l'économie, par rapport au scénario BAU de 2030.
- Estimation de 5 milliards de dollars pour la mise en œuvre de l'engagement
- Conditionné par le financement international du climat, le développement et le transfert de technologies.
- Financement international du climat - c.-à-d. GCF, GEF, bilatéral, philanthropie, etc.
- Élaboré dans le cadre d'un processus consultatif
- Approuvé par le Cabinet et soumis à la CCNUCC en septembre 2021.
- L'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la NDC est en cours

RENFORCER LA CAPACITÉ D'ADAPTATION ET LA RÉSILIENCE DU ZIMBABWE GRÂCE AUX NDCS



Renforcer les alertes précoces et la réduction des risques de catastrophes liées au climat



Promouvoir une agriculture intelligente face au climat



Promouvoir des infrastructures et une conception résilientes au climat



Développement et gestion durables des ressources en eau

PLANIFICATION NATIONALE DE L'ADAPTATION (NAP) AU ZIMBABWE

- En réponse aux effets néfastes du changement climatique, le Zimbabwe élabore actuellement son plan national d'adaptation (PNA), qui doit être achevé d'ici décembre 2022.
- Sera accompagné d'une stratégie de financement et d'un cadre de suivi et d'évaluation.
- La proactivité face aux impacts du changement climatique.
- Outil de mobilisation des ressources, car il identifie la priorité du renforcement de la résilience, tout en reconnaissant que les catalyseurs tels que le genre, la recherche et la sensibilisation sont des piliers essentiels pour garantir que personne ne soit laissé pour compte.

INTERVENTIONS PRIORITAIRES POUR LE SECTEUR DU BÂTIMENT DANS LE PAN

- Pluies diluviennes, inondations, vents violents, tempêtes de grêle - que cela signifie-t-il pour nos infrastructures ? La mobilité des personnes pendant la saison des pluies ?
- Il y a des écoles dont les toits s'envolent chaque année sous l'effet de vents violents, en particulier dans le Manicaland et, dans une certaine mesure, dans les Midlands, le Mat South signalant ces problèmes ces derniers temps.
- Les ponts et les barrages n'ont pas été épargnés
- Les codes d'infrastructure doivent s'aligner sur les nouvelles tendances des données climatiques pour des zones données.
- Dans le processus de révision des codes, il faut également tenir compte de l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et de l'eau et rendre les bâtiments plus écologiques.



FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR SOUTENIR L'ATTÉNUATION ET L'ADAPTATION DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT

- Le gouvernement est désormais tenu de renforcer ses systèmes de suivi et d'évaluation afin d'accéder aux financements des guichets de financement multilatéraux tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds d'adaptation, entre autres.
- Un système de suivi du financement climatique a été développé en collaboration avec le ministère des Finances.
- Le système aidera également à établir les lacunes en termes d'allocation de la trésorerie pour les interventions de renforcement de la résilience.
- Le ministère des finances a également mandaté tous les ministères, départements et agences pour intégrer le changement climatique dans leur processus budgétaire.
- Il est également nécessaire que le secteur privé participe au discours sur l'adaptation.



NORMES DE CONSTRUCTION ÉCOLOGIQUE AU ZIMBABWE

- Le ministère de l'environnement, du climat, du tourisme et de l'industrie hôtelière, en partenariat avec le ministère du logement national et des équipements sociaux et le ministère des collectivités locales et des travaux publics, a sollicité l'assistance technique du Climate Technology Centre and Network (CTCN) pour élaborer des normes de construction écologique pour le Zimbabwe.
- **Objectif du projet :** Développer des normes de construction écologique pour une meilleure efficacité énergétique dans trois types de bâtiments (bâtiments résidentiels, bâtiments de bureaux et complexes commerciaux) et introduire des mécanismes efficaces pour leur mise en œuvre.
- **Principaux résultats :**
 - Normes et orientations en matière de construction écologique
 - Mise à jour des règlements de construction
 - Système de suivi, de vérification et d'évaluation
 - Manuel de l'utilisateur pour guider la rénovation des bâtiments anciens et le développement de nouveaux bâtiments
 - Matériel de renforcement des capacités et programme de formation pour les experts du secteur



MERCI

2022

Année de l'action